UN CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT : C'EST QUOI ?

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT EST UNE INSTANCE DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE AU NIVEAU INTERCOMMUNAL, TERRITORIAL OU MÉTROPOLITAIN. À CE TITRE, C'EST...

- un lieu de réflexion prospective et transversale à l’amont des décisions publiques pour alimenter et enrichir les projets de territoire,
- une force de propositions, un laboratoire d’idées, un rôle d’éclaireur et d’alerte,
- un espace de dialogue, d’expression libre et argumentée entre acteurs divers sur des questions d’intérêt commun,
- un des animateurs du débat public territorial,
- un maillon de la formation à la citoyenneté,
- un espace d’écoute et/ou de veille pour saisir les évolutions sociétales et les dynamiques citoyennes.

Le Conseil de développement intervient en complémentarité avec d’autres instances participatives ou initiatives territoriales (Conseils de quartiers, Conseils citoyens, budget participatif, ...). Il est également partenaire d’organismes à d’autres échelles territoriales, notamment du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER), ainsi que des réseaux et conférences régionales de Conseils de développement.
DIALOGUE ET INDÉPENDANCE
La démocratie participative vient enrichir la démocratie représentative. Par l'émergence d'une parole collective, le Conseil de développement contribue à enrichir la décision politique, au service de l'intérêt général. Le dialogue avec les élus et les services de la collectivité est indispensable, il donne du sens et de la visibilité aux travaux du Conseil de développement. L'expérience montre que la richesse de ce dialogue se construit à travers une diversité de formes, de rendez-vous et autour du rapport d'activités, comme le prévoit la loi.
Mai parallèlement, la qualité de la valeur ajoutée du Conseil de développement suppose que ses réflexions puissent être conduites en toute indépendance.

LIEU D'EXPERTISES PLURIELLES
Porteur d'expertises diversifiées et force de proposition, le Conseil de développement contribue à créer un dialogue entre acteurs divers, société civile, citoyens, sur des questions d'intérêt commun.
La pluralité des points de vue qui s'expriment au sein du Conseil garantit la richesse des positions qu'il porte. À ce titre, la composition du Conseil doit s'efforcer de refléter au mieux la diversité de la société civile (diversité de la nature des acteurs, accueil de citoyens volontaires, recherche active de la parité, de la diversité intergénérationnelle, etc...). Les méthodes d'animation et de débat sont essentielles pour un partage équitable des temps de parole et facilitent la construction d'un avis partagé.

TRANSVERSALITÉ
Le Conseil de développement permet de croiser les regards et s'efforce d'apporter une approche globale aux thématiques traitées. Il a la capacité et la liberté de dépasser les cloisonnements sectoriels, les frontières administratives de l'organisation territoriale et ainsi de mettre en cohérence les différentes propositions issues d'une réflexion transversale.

UN CADRE JURIDIQUE SOUPLE, GARANT D'UN CONCEPT ADAPTABLE
La loi laisse une grande liberté dans la configuration du Conseil de développement, pour que les acteurs locaux puissent choisir celle qui convient le mieux à leur contexte et à leurs attentes. Cette souplesse permet de choisir, voire d'inventer le profil le plus adapté, sans imposer de modèle type susceptible de limiter la mobilisation et l'implication de la société civile.

ÉCHELLES TERRITORIALES
L'abaissement du seuil de création d'un Conseil de développement (qui passe de 50 000 à 20 000 habitants) se combine avec des importantes évolution institutionnelles dans beaucoup de territoires : création d'EPCI de plus grande taille en application des nouveaux Schémas départementaux de coopération intercommunale, mise en place de PETR, etc... Dans le cadre de la souplesse permise par la loi, il est souhaitable que la création de nouveaux Conseils de développement prenne en compte des périmètres qui facilitent l'appropriation par les citoyens, ceux des bassins de vie réels. Ainsi, il est possible de créer un Conseil de développement commun à plusieurs EPCI (article 88 de la loi NOTRe) ; de même qu'il est envisageable de créer un Conseil de développement commun à un PETR et à une agglomération incluse dans son périmètre, comme cela existe déjà pour certains pays. Enfin il est possible de créer des Conseils de développement dans les territoires infra-métropolitains des métropoles du Grand Paris et d'Aix-Marseille-Provence.

BÉNÉVOLAT
Les membres du Conseil de développement ne sont pas rémunérés. Ils peuvent être remboursés de certains frais, notamment de déplacements.

ÉTHIQUE
Les Conseils de développement sont attachés à une éthique du débat et de la discussion, qui doit être respectueuse de l'autre, éviter des oppositions frontales, où la critique doit être constructive et basée sur un avis argumenté.
Les débats au sein du Conseil de développement doivent se mettre à l'écart des confrontations partisanes et aller au-delà de la défense d'intérêts individuels ou sectoriels.

IMPORTANCE DES MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT
La qualité des réflexions et contributions du Conseil de développement suppose qu'il s'appuie sur une organisation et une animation efficaces et qu'il dispose d'un accompagnement d'ingénierie indispensable à la continuité des travaux et à leur bonne diffusion. C'est dans cet esprit que la loi NOTRe prévoit que « l'établissement public de coopération intercommunale veille aux conditions du bon exercice de ses missions ». 